

PRISE DE PAROLE DU MARDI 16 JUIN 2020

Nous sortons peu à peu d'une crise sanitaire inédite. Elle a été l'occasion de mettre en lumière ce que nous dénonçons depuis des années. En 20 ans, les plans Bachelot, Touraine, Buzyn ont peu à peu transformé l'hôpital en « usine à soins », supprimant des lits à tour de bras et de nombreux postes de fonctionnaires.

Pour faire face à la crise, nous avons été obligés de fermer des services, entraînant une perte de chance pour certains patients. Malgré le redéploiement des agents des services fermés dans les différentes unités, nous avons eu besoin de renforts de retraités et d'étudiants pour faire fonctionner tant bien que mal nos unités.

L'hôpital public a démontré qu'il était capable d'être réactif et de s'adapter rapidement pour faire face à la situation. Cela n'a été possible que par l'implication de toutes et tous.

La gestion de la crise a été celle de la pénurie. L'hôpital et ses salariés ont manqué de tout : masques, équipement de protection individuelle, de lits, de personnel, de tests de dépistage ... Cela a nécessité de gros efforts d'adaptation logistiques et humains. Les équipes ont dû faire des choix difficiles parfois dans la priorisation des patients.

Cette épidémie a mis en lumière que le concept de santé est global et ne peut être organisé sans lien entre hôpitaux, structures sociales et médico-sociales, soins de ville et maisons de retraite.

Par manque de moyens sanitaires, le gouvernement a dû confiner la population dans des conditions souvent difficiles et sur une période longue.

Le « **Ségur de la Santé** » s'est ouvert le 25 Mai 2020 ! Le gouvernement s'est empressé de regretter de ne pas avoir mis en place plus tôt son plan Santé 2022. De qui se moque-t-on ? (ben, de vous !)

Cette opération « **Ségur de la santé** » vise à faire croire à la population que l'on s'occupe de la santé et aux hospitaliers qu'on aurait compris leurs problèmes. Qui, aujourd'hui, peut avoir confiance en ces gens-là ? Ils nous ont laissé sans matériel de protection, nous ont maintenu un budget bien en-dessous des besoins des établissements. Ils ont poursuivi les suppressions de postes et les fermetures de lits et ils nous ont menti pour tenter de camoufler les différentes pénuries.

Le ministre annonce même la remise en cause des 35h à l'hôpital et le retour du « travailler plus, pour gagner pareil ».

Aujourd'hui, il est urgent qu'un véritable plan d'investissement durable soit réalisé pour notre hôpital public ! Nous voulons une vraie politique de santé ! Car, à ce jour, la gestion de l'hôpital est uniquement guidée par la recherche d'économies ! L'accès à la santé doit rester un droit pour chaque individu dans notre société.

Le jour d'après sera donc ce que nous en ferons !

Il faut profiter de cette journée d'action afin de porter haut et fort nos revendications :

- Augmentation des salaires par la revalorisation générale des grilles de minimum 300 euros net par mois car le point d'indice est gelé depuis 2010.
- Embauche de personnel à hauteur des besoins, notamment dans les EPHAD, avec la revendication d'1 soignant pour 1 résident.
- Augmentation du nombre de lits où cela est nécessaire, au lieu d'imposer le tout ambulatoire.
- Arrêt des plans d'économie dits « plans de retour à l'équilibre ».
- Matériel en nombre suffisant pour exercer de façon digne et éthique.
- Titularisation des contractuels(les) de plus de 2 ans.
- Défense de nos droits sociaux.
- L'abrogation de l'ONDAM et de la tarification à l'activité, car la Santé ne doit pas suivre la loi du marché par des plans d'économie supprimant des lits et des postes.
- La prime Covid de 1500 € pour tous les salariés présents pendant la crise et non cette « prime de la mort » injuste et inéquitable. Tout en ne se satisfaisant pas des primes au titre d'une fausse augmentation de la rémunération !
- Reconnaissance de la pénibilité à l'hôpital afin de maintenir le départ à la retraite anticipée. Près de 50% des AS partent en invalidité avant la retraite et la durée de vie d'une infirmière dans la Fonction Publique est de 8 ans.
- Respect vie professionnelle/ vie privée par l'application de la réglementation du temps de travail.
- Annulation de la dette des hôpitaux à hauteur de 30 milliards d'euros.

Nous voulons donc un GRAND service public de la santé et de l'Action Sociale par le développement des hôpitaux de proximité et des centres de santé publics afin de leur donner un vrai rôle pivot dans le dispositif.

Nous ne sommes pas des « héros » car soigner est un choix de vie quotidien pour nous. Nous voulons simplement travailler dignement et en toute sécurité avec une reconnaissance de notre travail.

Nos vies, notre santé ne sont pas à vendre !